

→ BRÈVES

2016, JO du 30). Pour Mayotte, le RSA pour un foyer composé d'une seule personne s'élève à 267,59 € à compter des allocations dues à partir de septembre 2016, contre 262,34 € auparavant (décret 2016-1277 du 30 septembre 2016, JO du 31).

RF 1075, §§ 3565 et 3571

Travailleurs détachés : déclaration préalable de détachement en ligne

Décret 2016-1044 du 29 juillet 2016, JO du 31, texte n° 19

Déclaration en ligne à partir du 1^{er} octobre 2016. L'employeur établi hors de France qui détache un salarié en France doit adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation (c. trav. art. L. 1262-2-1). À compter du 1^{er} octobre 2016, cette déclaration devra être transmise en utilisant le télé-service « SIPSI » (Système d'Information sur les Prestations de Service Internationales) (c. trav. art. R. 1263-4-1, R. 1263-5, R. 1263-6-1 et R. 1263-7). Le télé-service « SIPSI » est accessible via le site Internet du service public (<https://www.sipsi.travail.gouv.fr>). Les déclarations de détachement de salariés relatives aux prestations en cours au 1^{er} octobre 2016 et qui auront été effectuées antérieurement resteront valables. Cependant, tout changement relatif aux modalités de la prestation ou aux conditions du détachement devra donner lieu à une nouvelle déclaration, effectuée via le télé-service SIPSI.

Obligation du donneur d'ordre. Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui passe un contrat avec un employeur établi hors de France qui détache des salariés doit vérifier auprès de lui qu'il a procédé à la déclaration préalable au détachement en lui demandant une copie de cette déclaration. Il devra désormais demander une copie de la déclaration effectuée sur le télé-service SIPSI (c. trav. art. L. 1262-4-1 et R. 1263-12).

Informé le salarié détaché. L'employeur concerné par cette déclaration doit infor-

mer les personnes autres que le déclarant, en particulier le salarié détaché, du fait que leurs données personnelles feront l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que de leurs droits d'accès et de rectification prévus par la loi informatique et libertés (décret, art. 4 ; loi 78-17 du 6 janvier 1978, art. 39 et 40).

RF 1067, § 3730

La résiliation judiciaire prend effet avec le nouvel emploi

Cass. soc. 21 septembre 2016, n° 14-30056 FSPB

En principe, lorsqu'un salarié demande au juge de prononcer la résiliation judiciaire de son contrat de travail en raison des fautes commises par son employeur, la date d'effet de la résiliation est fixée au jour de la décision qui la prononce. Mais cela suppose que le contrat de travail n'ait pas été rompu et que le salarié soit toujours au service de son employeur à la date du jugement (cass. soc. 11 janvier 2007, n° 05-40626, BC V n° 6 ; cass. soc. 14 octobre 2009, n° 07-45257, BC V n° 222). En application de ce principe, la Cour de cassation précise que si le salarié a trouvé un nouvel emploi, c'est à cette date qu'il faut considérer le premier contrat de travail comme rompu, même si la décision qui prononce la résiliation judiciaire est rendue des mois, voire des années plus tard.

RF 1066, § 1578

→ VIE DES AFFAIRES

Le dirigeant doit être loyal envers l'associé majoritaire

Cass. com. 5 juillet 2016, n° 14-23904

Le contrat conclu entre une société anonyme (détenue à 85 % par un fonds d'investissement) et son directeur général prévoit une indemnité en cas de révocation, sauf si elle est décidée en raison d'une faute grave.

Moins de deux ans plus tard, la société, au demeurant en difficulté, révoque le directeur général pour faute grave, faute que celui-ci conteste.